

TAXER LES CAPITALISTES NE SUFFIT PAS, IL FAUT LES EXPROPRIER !

Depuis que Biden, le président des États-Unis, a annoncé vouloir taxer les plus riches et les grands groupes capitalistes, les leaders de la gauche gouvernementale sont en extase. Roussel, le dirigeant du PCF, s'est même exclamé : « C'est incroyable... j'ai l'impression qu'il a pris sa carte au PCF... Le plan qu'il met en œuvre est révolutionnaire ».

On pourrait en rire si ce n'était aussi triste : au pouvoir, les partis de gauche ont été incapables ne serait-ce que d'augmenter les impôts des plus riches, et les voilà en admiration pour le chef de la première puissance impérialiste !

Les annonces de Biden sont en grande partie bidons. Elles se bornent à annuler les baisses d'impôts opérées par Trump et n'entreront en vigueur que si le Sénat les valide. Quant à la taxation internationale des multinationales qu'il brandit, elle reste hypothétique.

L'enthousiasme des partis de gauche montre seulement le degré d'abaissement atteint par le PS, le PCF ou encore La France Insoumise.

Que les plus riches soient mis à contribution serait pourtant la moindre des choses ! Pour l'année 2020, Arnault touchera 1,5 milliard de dividende de LVMH, soit 4 millions pour chaque jour de l'année. Meyers-Bettencourt, actionnaire de L'Oréal, encaissera plus de 2 millions par jour. Et pendant ce temps, le gouvernement baisse les allocations de plus d'un million de chômeurs. Il mégote sur les salaires des soignants, la formation et l'embauche de personnel. Il fait planer la menace d'une nouvelle réforme des retraites. Il n'y a aucune raison de l'accepter. Satisfaire les besoins des travailleurs exige de prendre sur les profits de la bourgeoisie !

Ce n'est pas une question de « justice fiscale », car quelle justice attendre d'une société basée sur l'exploitation ? C'est une question de lutte de classes, de rapport de forces, de luttes collectives. Pour défendre nos intérêts vitaux, il ne faut pas compter sur un homme providentiel, mais sur nos propres forces.

Taxer les capitalistes ne leur enlève pas le pouvoir d'écraser les salaires, d'imposer des conditions

de travail de plus en plus difficiles aux uns et de licencier les autres. Cela ne leur enlève pas le droit de dominer la société du haut de leurs capitaux et de leur propriété privée.

Actuellement, les brevets sur les vaccins freinent leur production massive. Chaque semaine de retard dans la vaccination se solde, en France, par 1200 morts supplémentaires. En Inde, la pénurie de vaccins et d'oxygène fait officiellement plus de 4000 morts chaque jour, et sans doute bien plus !

On ne réglera pas le problème en taxant davantage les actionnaires des trusts pharmaceutiques, mais en les expropriant et en organisant la production de vaccins en dehors de toute loi du profit, de la concurrence et du marché.

Si la crise sanitaire est devenue catastrophique, c'est en grande partie parce que la classe capitaliste ne jure que par ses profits. Pour la même raison, elle est à l'origine du chômage de masse, des inégalités, de la crise écologique et des guerres. C'est elle qui nous enfonce dans la crise économique et nous place sous la menace d'un nouveau krach financier.

Plus que faire payer la bourgeoisie, il faut lui enlever les rênes de la société, renverser son pouvoir en l'expropriant. Cela a été l'objectif des premières générations de militants qui se sont réclamés du socialisme et du communisme. Il doit rester celui de tous ceux qui visent à l'émancipation des exploités. Le monde ouvrier fait déjà le plus difficile : il fait fonctionner la société malgré la crise. S'il en est capable, c'est qu'il peut la diriger !



Assa Abloy : Une grève massive

Les travailleurs d'Assa Abloy France (1000 salariés dont 400 à Sainte-Savine) ont fait grève le mardi 27 avril et le mercredi. Pendant deux jours, les grévistes ont massivement bloqué l'entrée principale de l'usine de Sainte-Savine.

Alors que la production de cadenas, serrures et autres fermetures de porte est montée en flèche provoquant la multiplication des heures supplémentaires et de samedis travaillés, la direction de cette multinationale a voulu réduire la prime de participation au minimum légal, représentant une perte d'un million d'euros. Elle a là commis la provocation de trop.

Tardivement, au soir du premier jour de grève, la direction faisait machine arrière en annonçant sa volonté de reprendre les discussions sur la base d'une prime au moins équivalente à un salaire. Le lendemain, les grévistes votaient la fin du mouvement tout en se réservant la possibilité de remettre ça à la moindre entourloupe.

Les travailleurs d'Assa Abloy ont montré leur force collective et c'est un encouragement pour les luttes à venir.

C'est le salaire qui prime

La prime dite Macron, qui en réalité a été gagnée suite au mouvement des gilets jaunes, est reconduite en 2021. Elle pourra aller jusqu'à 2 000 euros dans certains secteurs

Cette prime, que les patrons choisissent ou non de verser, d'un montant qu'ils décident, et qui leur permet d'économiser sur leurs impôts et cotisations sociales, ne remplacera pas un salaire qui permette de vivre décemment. Et cela, tous les mois !

Manif du 1^{er} mai, une agression odieuse

À la fin de la manifestation du 1^{er} mai, à Paris et à Lyon, plusieurs dizaines de nervis cagoulés ont attaqué le cortège de la CGT, jetant des pavés sur les camionnettes, proférant des insultes racistes et tabassant plusieurs militants. 21 d'entre eux sont blessés, dont quatre dans un état grave.

Ceux qui ont perpétré cette agression, quelles que soient les idées dont ils se réclament, sont des ennemis des travailleurs et ne valent pas mieux que l'extrême-droite.

Bricorama : « S'unir pour ne pas subir ! »

Vendredi 30 avril, 25 salariés du magasin Bricorama de Saint-André se sont mis en grève. Encouragés par la récente grève dans le Brico Dépôt de Barberey sur les mêmes revendications, les salariés de Bricorama avaient prévenu la direction par courrier. Ils feraient grève le vendredi, veille du 1^{er} mai, pour obtenir le rétablissement des primes d'intéressement et de participation, le versement d'une prime Macron et l'augmentation des salaires.

Tout cela dans un contexte où les conditions de travail ont été aggravées sous prétexte du Covid : magasin maintenu ouvert de 12 h à 14 h sans aucune embauche, charge de travail plus lourde avec la montée en flèche des ventes de matériel de bricolage. Alors, avec les bénéfices Bricorama qui augmentent, la suppression de primes ne pouvait pas passer sans réaction.

Ainsi, vendredi 30 avril, la clientèle de Bricorama, attirée par la promotion d'un bon d'achat de 15 € tous les 100 € d'achats était accueillie par un piquet dynamique, banderole et panneaux : « En grève – Non à la suppression de la participation – Non à la baisse de notre pouvoir d'achat », provoquant de gros embouteillages.

Chacun des grévistes était conforté d'avoir su résister aux pressions de la direction d'avoir obtenu l'aide de la CGT, tous convaincus par le mot d'ordre : « Tous touchés – Tous concernés – Tous mobilisés – Ça ne fait que commencer... »

Lutte ouvrière dans les élections régionales

Aux élections régionales des 20 et 27 juin prochains, Lutte ouvrière présentera des listes « Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs » dans toute la France.

Le bulletin de vote ne peut pas imposer de changements fondamentaux dans la société. Mais c'est un moyen de s'exprimer. En votant pour notre liste, vous pourrez dire votre opposition à tous les partis qui représentent les intérêts politiques de la classe capitaliste.

Faites entendre le camp des travailleurs ! Ils constituent la seule classe capable de renverser le pouvoir des conseils d'administration des grandes entreprises et des banques, et de réorganiser la société en mettant fin à la dictature du grand capital et à tous les privilèges de classe !

Pour nous contacter :

troyes@lutte-ouvriere.org ou 06 35 14 73 72